

Les personnes sans domicile dans les espaces publics et privés: Réduire l'écart entre politiques publiques

Une sélection de stratégies locales visant différentes formes d'exclusion liée au logement

Bruxelles, le 4 juin 2010



René Kneip a obtenu en 1978 son diplôme de sciences sociales assorti d'une spécialisation dans le développement collectif. En 1986, René devient fonctionnaire du Service national d'action sociale. En 1995, il prend le poste, nouvellement créé, de Directeur de Caritas accueil et solidarité asbl, association membre de Caritas Luxembourg spécialisée dans l'exclusion liée au logement et le chômage de longue durée. Au quotidien, son travail consiste à organiser et coordonner tous les services proposés par cette association, c'est-à-dire le travail social de rue, le centre de jour, le centre d'hébergement d'urgence, le logement protégé, le logement accompagné et les activités d'emploi protégé. Depuis 1987, René Kneip représente le Luxembourg au Conseil d'administration de la FEANTSA. Il a été l'un des membres fondateurs du Groupe de travail « Collecte des données ». Il en est actuellement à son quatrième mandat au sein du Comité exécutif et à son premier mandat de Président de la FEANTSA.



Tore Hult – Conseiller municipal d'Alingsås (Suède), Membre du Comité des régions

Tore Hult, Vice-président du conseil municipal d'Alingsås (SE/PES), est à l'origine de l'avis d'initiative du Comité des régions intitulé « Lutte contre l'exclusion liée au logement ». Dans le cadre de sa mission consultative, le CdR publie chaque année plusieurs avis qui jettent un éclairage territorial sur les débats européens.



Antonia Carparelli – DG Emploi, affaires sociales et inclusion (Commission européenne)

Antonia Carparelli est Chef de l'unité « Politiques d'inclusion sociale et aspects sociaux des migrations » au sein de la Direction générale Emploi, affaires sociales et égalité des chances. Elle est entrée à la Commission européenne en 1993 après plusieurs années de recherches et d'activité professionnelle en tant qu'économiste dans son pays, l'Italie, tout d'abord au sein de l'Institut national de la statistique et ensuite à l'Institut national de prospective économique. Au sein de la Commission européenne, elle a travaillé plusieurs années au Département des affaires économiques et financières où elle traitait de plusieurs aspects de l'introduction de la monnaie unique. En 1999, elle est nommée Chef de cabinet adjoint du Commissaire européen en charge de l'environnement (Mme Margot Wallström). Elle est confirmée dans ses fonctions en 2004 lorsque Mme Wallström accède à la Vice-présidence de la Commission européenne et prend en charge les questions institutionnelles, les relations avec le Parlement européen et la communication.



Fabrizio Torella – Ferrovie dello Stato (Italie)

Fabrizio Torella est diplômé en sciences humaines. Il a travaillé plusieurs années pour les *Ferrovie dello Stato* (FS, Société nationale des chemins de fer italiens) à Rome, où il s'occupait de questions sociales et de recherches économiques et sociales. Il a rédigé quelques essais sur des thématiques liées aux chemins de fer, dont *Le stazioni impresenziate sulla rete ferroviaria italiana* et *Il patrimonio immobiliare FS*. Il a coordonné d'importantes recherches avec l'université de Milan sur la reconversion verte des terrains propriété de FS et une série d'essais sur diverses thématiques sociales avec l'Institut de recherche et de formation ferroviaire sous le titre « Détresse sociale dans les grandes gares italiennes ». Il travaille actuellement au Service des politiques sociales de FS, qu'il représente en tant que Vice-président du réseau « Gares européennes et solidarité » (dont les membres – des sociétés ferroviaires – on signé la Charte européenne pour le développement d'initiatives sociales dans les gares) et délégué de l'ONDS.



Alessandro Radicchi – ONDS (Italie)

Alessandro Radicchi est Président de la coopérative sociale Europe Consulting NPO et directeur de l'Observatoire national sur la solidarité dans les gares italiennes (ONDS). Son diplôme en mathématiques astronomiques en poche, il a mené des recherches en informatique et astrophysique pendant plusieurs années tout en consacrant le reste de son temps à l'accompagnement bénévole des enfants victimes de la guerre en Bosnie et à l'aide aux personnes sans domicile en Italie. A 29 ans, il quitte le secteur marchand pour la coopération sociale, devient Président d'Europe Consulting NPO et fonde en 2002 le Centre d'aide de la gare de Roma Termini à Rome, un centre d'orientation sociale pour personnes sans domicile. En parallèle, il crée l'ONDS avec *Ferrovie dello Stato* (la Société nationale des chemins de fer italiens). Au niveau de l'Union européenne, il participe à la mise sur pied de « Gares européennes et solidarité », le réseau européen des sociétés ferroviaires préoccupées par les thématiques sociales liées aux gares de chemin de fer. Au sein d'Europe Consulting NPO, il édite plusieurs publications sur divers thèmes sociologiques et est rédacteur en chef de *Shaker, Pensieri senza dimora*, journal de rue romain.



Geertien Pols – Centrum voor Dienstverlening Rotterdam (Pays-Bas)

Geertien Pols travaille pour le *Centrum voor Dienstverlening Rotterdam* (Pays-Bas), association locale de prise en charge des personnes sans domicile collaborant étroitement avec le conseil municipal de Rotterdam à la mise en œuvre de la politique locale en matière d'exclusion liée au logement. Elle a suivi des études en sciences sociales et occupé diverses fonctions managériales dans le domaine de l'exclusion liée au logement et du sans-abrisme de rue. Actuellement, elle est chargée de l'innovation et du développement. Elle utilise le modèle européen de qualité des services sociaux pour réfléchir aux solutions qui marchent pour les personnes dites « sans domicile ».



Commandant Jean-François Molas – Brigade d'assistance aux personnes sans-abri, BAPSA de Paris (France)

Jean-François Molas assume depuis janvier 2008 la direction politique de la Brigade d'assistance aux personnes sans-abri (BAPSA) de Paris. Il a également travaillé pour d'autres services de police dans la lutte contre le trafic d'être humains et pour la sécurité routière. La création de la BAPSA remonte à 1955 et elle réunit aujourd'hui une équipe de 70 officiers de police qui font de l'intervention sociale de terrain auprès des sans-abri parisiens. La BAPSA a participé à la conférence de consensus sur l'exclusion liée au logement qui s'est tenue en France en 2007.



Ferenc Matlári – Menhely Alapítvány (Hongrie)

Ferenc Matlári est assistant social à la *Menhely Alapítvány* (« Fondation refuge ») de Budapest depuis 2003. *Menhely Alapítvány* est l'une des premières associations hongroises travaillant avec les sans-abri. Ferenc se consacre à diverses activités : tâches administratives dans l'un des quatre centres de jour de l'association, travail social de rue au sein de l'équipe de la Voiture de crise et permanence téléphonique à la ligne verte permanente d'aide d'urgence aux sans-abri. Il a également assuré la formation de travailleurs sociaux à l'assistance sociale et au travail de rue.



Andrew Waugh – Ancien conseiller du gouvernement écossais (Royaume-Uni)

Andrew a travaillé un an pour le gouvernement écossais (2007-2008), année durant laquelle il a mis sur pied le système révisé de saisie des données sur l'exclusion liée au logement du gouvernement écossais et mis au point le modèle Waugh. Auparavant, il a travaillé pour des consultants du secteur privé ainsi que pour le *Scottish Council for Single Homelessness*. Son travail a permis à diverses collectivités locales d'évaluer l'impact de la mise en œuvre de la réglementation en matière d'exclusion liée au logement sur leur propre juridiction et les a aidées à déterminer quelles mesures prendre à l'avenir. Depuis qu'il a quitté le service du gouvernement, Andrew a entamé un voyage autour du monde. Il habite actuellement en Finlande. Pour de plus amples informations :

<http://www.tinyurl.com/awaugh>



Kristin Tandberg – Services correctionnels (est de la Norvège)

Depuis qu'elle a obtenu son diplôme en sciences sociales (1989), Kristin Tandberg travaille pour les services correctionnels et des libertés provisoires. Aujourd'hui, elle est conseiller principal auprès de l'Administration régionale des Services correctionnels norvégiens. Depuis quelques années, ses missions principales portent sur la concertation entre les divers acteurs sur le terrain. Elle intervient spécifiquement dans les accords conclus avec les autorités en charge du logement visant à garantir la libération des détenus dans de bonnes conditions.



Gro Mansson – Prison de Drammen (Norvège)

Gro Solbakken Månsson est coordinatrice du projet « Mon avenir » (*Fremtid for meg*), de la prison de Drammen (Norvège). Outre sa mission de coordination de projet, elle collabore avec le Ministère de la justice à l'élaboration de procédures permettant de libérer dans de bonnes conditions les détenus qui purgent actuellement leur peine dans les prisons norvégiennes. Elle est bachelière en sciences sociales et titulaire d'un master d'administration publique. Auparavant, elle avait acquis une expérience professionnelle dans les domaines de la prévention primaire et de l'intervention thérapeutique auprès de personnes dépendantes de la drogue et présentant des troubles de la santé mentale dans des institutions telles que des écoles primaires ainsi que dans des services de soins de santé spécialisés.



Nienke Boesveldt – Conseil municipal d'Amsterdam (Pays-Bas)

Nienke Boesveldt est membre d'HABITACT (Forum européen d'échange sur les stratégies locales en matière d'exclusion liée au logement) et a accueilli en mars 2010 un examen par les pairs de la stratégie amstellodamoise de lutte contre l'exclusion liée au logement. Elle est chargée de politique de la Ville d'Amsterdam et travaille au service du logement, de la santé et de l'aide sociale. Elle est en charge de la politique en matière d'exclusion liée au logement de la Ville d'Amsterdam. Elle a été chercheur de l'université d'Utrecht et de l'Institut national de santé mentale et des assuétudes spécifiquement chargée des publics vulnérables, travaillant sur des dossiers tels que la santé mentale publique et la protection de l'enfance.

Outre ses activités en tant que chargée de politique de la Ville d'Amsterdam, elle prépare actuellement, sous statut de chercheuse extérieure, une thèse de doctorat sur la politique de prise en charge de l'exclusion liée au logement de la Ville d'Amsterdam.



Emmanuel Cornelius – Conseil municipal d'Esch-sur-Alzette (grand duché de Luxembourg)

Emmanuel CORNELIUS est titulaire d'un master de sciences sociales avec une spécialisation en théorie et approches des mutations sociales. Il a travaillé quelques années en tant que jeune consultant en gestion des ressources humaines et formation professionnelle continue, fonctions dans lesquelles il a représenté le Luxembourg au sein de l'unité européenne du CEDEFOP à Thessalonique. En 2004, il entre au service du Conseil municipal d'Esch-sur-Alzette en tant que Chargé du développement de la politique sociale de la ville (30 000 habitants). Dans ces fonctions, il se concentre plus particulièrement sur les politiques de logement et l'exclusion liée au logement. Emmanuel Cornelius est également

Président de l'Association Luxembourgeoise des Solidarités de Proximité, réservoir d'idées dans les domaines de l'action sociale, du travail social et du développement urbain selon une perspective de promotion de la solidarité entre citoyens dans leur cadre de vie. Il est également coordinateur de la Fédération européenne des solidarités de proximité, réseau européen de recherche dans le domaine des solidarités de proximité basé à Paris.



Herwig Verschueren – université d'Anvers (Belgique)

Herwig Verschueren enseigne le droit du travail et le droit social à l'université d'Anvers (Belgique). Il est également professeur invité de la VUB (*Vrije universiteit Brussel*). De 1992 à 2004, il était fonctionnaire de la Commission européenne (Bruxelles) travaillant dans le domaine de la libre circulation des travailleurs et de la coordination des systèmes de sécurité sociale. Depuis 2004, il est professeur à l'université d'Anvers et professeur invité de la VUB. Ses recherches se concentrent sur le droit social européen et plus précisément sur le statut juridique des travailleurs et autres migrants en termes de droit au travail et à la sécurité sociale. Il est membre des réseaux universitaires européens *Tress* (Coordination européenne des systèmes de sécurité sociale) et Libre circulation des travailleurs. Il intervient régulièrement en tant que consultant des pouvoirs publics belges et européens, y

compris la Commission européenne, sur diverses thématiques juridiques concernant l'application transfrontalière du droit du travail et de la sécurité sociale.